

# « We Didn't Start the Fire »

Monde

---

Par Rahaf Harfoush

Publié le 13 mai 2026

*Anthropologue et ancienne membre du Conseil national du numérique français*

**On assiste aux Etats-Unis, à la multiplication d'actes d'incendies volontaires d'entrepôts, désormais plusieurs par jour, notamment du e-commerce et à une explosion du traitement médiatique de ces actions. Cette forme de contestation, inscrite dans un terreau dépolitisé, mais reprise dans les réseaux sociaux et une forme de contre-culture, a interpellé l'anthropologue Rahaf Harfoush, ancienne membre du Conseil national du numérique français.**

**Le titre de l'article fait référence à la chanson « We Didn't Start the Fire » de Billy Joel (1989)**

Le matin du 7 avril 2026, un magasinier sous contrat de vingt-neuf ans nommé Chamel Abdulkarim a allumé la caméra de son téléphone et l'a pointée vers une pile de produits en papier, à l'intérieur d'un centre de distribution de cent douze mille mètres carrés à Ontario, en Californie. « *Vous savez, a-t-il commencé sur le ton de la conversation, en sortant un briquet, Si vous n'allez pas nous payer assez pour qu'on puisse, putain,*

*vivre, ou se permettre de vivre, payez-nous au moins assez pour qu'on n'en arrive pas à faire ce genre de merde* ». Et il a mis le feu aux marchandises. L'incendie est immédiatement devenu massif. Il a fallu près de douze heures pour le maîtriser. L'entrepôt s'est effondré. Les pertes totales sont estimées entre cinq cents et six cents millions de dollars.

La vidéo possédait deux des qualités qui provoquent la viralité d'un contenu. La première, l'intimité : la caméra à la première personne plaçait le spectateur à l'intérieur de l'entrepôt à un moment charnière. La seconde, la phrase elle-même : *tout ce que vous aviez à faire, c'était de nous payer assez pour vivre*. Onze mots qui condensaient un raisonnement structuré et complet, facile à comprendre, facile à partager.

L'histoire d'un magasinier qui peinait à survivre avec un salaire insuffisant a fait mouche à travers tout le spectre politique de la gauche à la droite. Des gens que tout opposait se sont accordés sur le fait qu'il avait touché quelque chose de juste.

Puis Internet a fait ce que fait Internet. Il l'a nommé. Il fut immédiatement surnommé *Warehouse Luigi*, en référence à Luigi Mangione, le tueur présumé du PDG de UnitedHealthcare, Brian Thompson. Comme Luigi Mangione avait partiellement été effacé des moteurs de recherche, en 2025 les internautes avaient commencé à l'appeler *Luigi*, comme le personnage de Nintendo, évitant la suppression algorithmique grâce à un camouflage folklorique.

Le lendemain matin, le même avait évolué : Abdulkarim était devenu *Paper Mario*. Les frères Mario étaient réunis. Ce pseudonyme remplissait trois fonctions : il reliait Abdulkarim à Mangione dans un même mouvement culturel émergent ; il utilisait une référence à la culture pop pour contourner les filtres algorithmiques qui auraient bloqué une référence plus directe ; et il plaçait les deux hommes au cœur d'un récit en train de se construire à partir des références de l'enfance de la génération Y. Abdulkarim a lui-même explicitement établi ce

lien. Il invoquait Mangione dans ses SMS et ses appels téléphoniques.

Le premier événement a ouvert la voie. Le second l'a confirmée. Il n'y a plus besoin d'explications, car l'interprétation culturelle est déjà en place.

Abdulkarim gagnait dix-huit dollars de l'heure. Un deux-pièces en Ontario se loue environ deux mille dollars. Le calcul n'est pas difficile à faire.

En moins d'une journée, Abdulkarim était passé du statut de pyromane à celui d'une figure proche du héros populaire. L'incendie n'était pas le début, le feu brûlait depuis toujours.

## **La surprise comme symptôme**

Ce qui a surpris les commentateurs, les procureurs et la plupart des présentateurs des chaînes d'information continue, c'est la sympathie. Le sérieux avec lequel une part significative d'Internet a traité Abdulkarim comme une figure héroïque plutôt que comme un coupable. La volonté, répétée à travers des milliers de publications, de tenir deux idées en même temps : que ce qu'il avait fait était indéfendable sur le fond, et que ce à quoi il répondait était réel.

Cette surprise fait partie du symptôme. Quand quatre-vingts pour cent du public est convaincus que les riches ont trop de pouvoir politique, le fait qu'une partie de ce public étende sa sympathie à un travailleur à bas salaire qui a mis le feu à l'entrepôt de son employeur ne devrait surprendre personne. Les gens qui sont surpris ne prêtent tout simplement pas attention au public qu'ils prétendent connaître.

Le procureur fédéral Bill Essayli a illustré ce décalage lors de sa conférence de presse en déclarant que *l'Amérique est fondée*

*sur la libre entreprise et le capitalisme. Quiconque attaque nos valeurs, notre mode de vie, notre système, nous le poursuivrons agressivement.* Il était en train de mettre en scène, en temps réel, le récit auquel le public a cessé de croire. Il pensait fustiger une aberration. Il s'identifiait lui-même comme déconnecté.

Huit jours plus tard, un incendie dans un entrepôt Amazon à Compton a été lié à la mort d'un travailleur, dont les collègues auraient été empêchés de lui porter assistance. La même semaine, quelqu'un a lancé un cocktail Molotov sur la résidence de Sam Altman. Connectés ou non, le récit qui émergeait dans les réseaux sociaux était que ces événements représentaient une vague de mécontentement économique qui débordait.

Une carte d'incidents collaborative, *warehousefire.watch*, est apparue à la mi-avril et recense les incendies d'entrepôts dans les cinquante États, chaque incident étant étiqueté *Under Investigation*, *Accident* ou *Arson*. Le site est rigoureux. Ce qui arrive aux informations une fois qu'elles le quittent est autre chose. Les republications sur Instagram et X agrègent le tracker sous des titres comme *45 incendies d'entrepôts confirmés*, taggués *#letitburn* et *#revolution*. Le statut d'enquête, le champ le plus important du site, disparaît dans la republication. Une carte médico-légale devient une carte politique.

L'interprétation court devant la preuve, et l'interprétation est la part qui fait le travail politique.

## **L'éveil était déjà dans les données**

Selon le sondage Economist/YouGov de janvier 2026, quatre-vingts pour cent des Américains estiment que les riches ont trop de pouvoir politique. Dans le détail, ce sont quatre-vingt-onze pour cent des démocrates, quatre-vingt-deux pour cent des indépendants et soixante-sept pour cent des républicains. Le sondage Harris d'octobre 2025 a révélé que cinquante-trois pour cent des Américains estiment désormais que les

milliardaires menacent la démocratie, soit une hausse de sept points depuis 2024, et soixante-seize pour cent ont convenu que les milliardaires bénéficient le plus d'un système défaillant.

Au troisième trimestre de 2025, le centile supérieur des ménages américains détenait 31,7 pour cent de toute la richesse nationale, la part la plus élevée depuis 1989, soit l'équivalent de la richesse des quatre-vingt-dix pour cent du bas de l'échelle. Les 905 milliardaires américains détiennent 7 800 milliards de dollars. La moitié inférieure des ménages, soixante-six millions de foyers, en détient 4 100 milliards. Une classe de moins d'un millier de personnes contrôle désormais près du double de la richesse de la moitié du pays. La part du travail dans le PIB a atteint son point le plus bas depuis soixante-quinze ans. La croissance du salaire médian depuis 1979 est de vingt-neuf pour cent en cumulé, alors que la productivité nette a crû environ trois fois et demie plus vite.

Le signal politique est resté cohérent avec les données depuis dix-huit mois. L'accès au logement préoccupe tous les bords : Donald Trump et la droite populiste, Zohran Mamdani à New York pour la gauche socialiste démocratique, tous ont placé le coût de la vie au centre de leur message. Quand le président de la Réserve fédérale, deux tiers des républicains autoproclamés et les principaux sondages convergent vers une version de "cela ne peut pas tenir", le phénomène n'est plus marginal. L'incendiaire et le sondé partagent le même grief, exprimé dans des registres différents.

## **Le ressentiment s'étend à l'IA**

Le même sondage enregistre plus que le consensus anti-milliardaires. La plupart des Américains s'attendent désormais à ce que l'IA réduise le nombre d'emplois aux États-Unis. Ce n'est plus hypothétique. On a observé environ quatre-vingt mille licenciements dans le secteur technologique au premier

trimestre 2026, dont près de la moitié attribués à l'automatisation. Le cocktail Molotov lancé sur la résidence d'Altman émanait d'un individu isolé, mais il n'est pas tombé dans le vide. Il est tombé sur un public à qui on a répété que les gains de productivité de la prochaine décennie remonteraient vers ceux qui construisent les systèmes et se transformeraient en risque pour ceux dont le travail est en train d'être remplacé.

Le ressentiment contre l'IA apparaît également dans des endroits inattendus : dans les conseils municipaux ruraux de Virginie, dans les conseils d'école de Saline Township, dans des coalitions transpartisanes à Tucson. Des gens qui n'avaient aucune objection particulière contre l'IA ont développé des objections extrêmement spécifiques contre ce que l'IA fait à leur nappe phréatique et à leur facture d'électricité. La révolte contre les data centers se produit à l'endroit où l'abstraction de l'extraction par l'IA entre en contact avec le sol.

## **La révolte contre les data centers et le poids physique du cloud**

Selon *Data Center Watch*, soixante-quatre milliards de dollars de projets de centres de données ont été bloqués ou retardés par des oppositions locales en 2025. Plus de cent quarante groupes militants à travers vingt-huit États se sont organisés contre des installations spécifiques. Les coalitions sont transpartisanes d'une façon qui n'a pas d'équivalent dans la politique américaine. Les objections républicaines portent sur les cadeaux fiscaux et la pression sur le réseau électrique. Les objections démocrates portent sur la consommation d'eau et le coût environnemental. Les deux séries d'objections sont matérielles. Aucune n'est idéologique.

L'interprétation poussé par l'industrie, en particulier dans le sillage de l'attaque contre Altman, est que les incendies

d'entrepôts et les protestations contre les centres de données représentent un même retour de bâton anti-technologie. Un nouveau luddisme. Cette interprétation s'effondre dès que l'on regarde les données sur qui s'oppose à quoi.

Quelque chose d'autre se joue sous ces protestations. Depuis quinze ans, les gens ordinaires parlent du *cloud* comme d'une métaphore. Le mot a permis d'oublier que le numérique est aussi physique. Ce que la révolte contre les centres de données représente, c'est le moment où la métaphore se brise. Le cloud n'est pas un nuage. C'est une boîte de béton sans fenêtres qui boit dans la nappe phréatique locale et qui tire assez d'électricité pour faire grimper les tarifs des services publics dans tout le comté environnant. L'abstraction est devenue tangible. Elle a le goût d'une eau de boisson dégradée. Elle a le coût d'une facture mensuelle plus élevée.

Daron Acemoglu et Simon Johnson ont posé l'argument sous-jacent dans *Power and Progress* (2023), travail qui a contribué au prix Nobel d'économie d'Acemoglu en 2024 : la technologie ne distribue pas automatiquement ses gains, et la question de savoir si elle le fait est politique avant d'être technologique. La révolte contre les centres de données, l'angoisse de la substitution par l'IA, les incendies d'entrepôts et les sondages sur les milliardaires sont une seule question : qui paie, qui profite et qui décide ? La technologie est contingente. Le grief est structurel.

## **Où est la violence ? Qui a le droit de la nommer ?**

L'objection la plus forte contre tout ce qui précède est aussi la plus évidente. Les collègues d'Abdulkarim ont été évacués. Vingt personnes ont perdu leur emploi pour un acte auquel elles n'avaient pas consenti. Les dommages se traduiront par des hausses de prix qui affecteront les ménages de la classe

ouvrière qu'Abdulkarim prétendait représenter. L'incendie criminel n'est pas une politique salariale.

Romantiser la destruction individuelle, c'est substituer la catharsis à l'organisation. C'est aussi ce qui a tendance à se produire quand les canaux légitimes du ressentiment collectif ont été vidés de leur substance, et à ce stade, une analyse honnête doit élargir la définition de ce qu'est la violence.

La position selon laquelle les Américains devraient être assez payés pour vivre, que leur eau et leur électricité ne devraient pas être détournées pour subventionner la puissance de calcul de quelqu'un d'autre, que la richesse créée par leur travail devrait être taxée à un taux suffisant pour financer les biens publics, est une position modérée. C'est ce que la majorité de la recherche sur le travail, de l'économie dominante et des traditions religieuses ont demandé comme socle du pacte social. La position radicale, c'est celle que tient actuellement le système : que la dette médicale doive exister comme catégorie, que « *pouvoir s'endetter pour des soins médicaux* » soit disponible comme produit financier, qu'une génération doive atteindre quarante ans avant de pouvoir acheter un logement, que les gains de productivité accumulés sur quarante-cinq ans soient capturés tandis que les salaires stagnent. Ce sont les incendies préexistants. Les incendies d'entrepôts ne sont que la réponse.

Qualifier l'acte d'Abdulkarim de violent, tout en ignorant les conditions structurelles qui l'ont provoqué, c'est faire de la politique plutôt que de l'analyse. Les huit millions d'Américains qui ont marché lors du troisième rassemblement No Kings le 28 mars 2026, la plus grande manifestation d'une seule journée de l'histoire des États-Unis, portaient la réponse modérée aux mêmes injustices. Boycotts, rassemblements, organisation électorale, grèves générales dans le Minnesota fin 2025 sont les expressions par des canaux légitimes d'une condition de classe désormais largement comprise. Elles ont produit des gains marginaux. L'incendiaire a produit un moment culturel plus

lisible en vingt-quatre heures que la plupart de ces efforts en plusieurs années. Cette asymétrie devrait inquiéter quiconque se soucie de la santé des institutions démocratiques.

Le taux de syndicalisation dans le secteur privé américain est de six pour cent. La négociation collective fonctionne en marge d'une économie organisée autour de prestataires logistiques tiers et de relations d'emploi précaires. Les institutions médiatrices qui canalisait historiquement les revendications de classe, qui rendaient possible pour quelqu'un comme Abdulkarim de marcher dans un piquet de grève plutôt que de diffuser un incendie en direct, se sont fonctionnellement atrophiées.

Le ressentiment ne disparaît pas en l'absence de canaux légitimes. Il trouve les registres qui lui sont disponibles. La viralité. La destruction. La canonisation numérique de Mangione. Une économie de mêmes qui transforme un incendiaire d'entrepôt en un personnage de Supermario. Ces registres sont lisibles parce que les registres légitimes se sont décomposés. L'incendie est ce à quoi la contestation ressemble quand la contestation n'a plus nulle part où s'exprimer.

Ce à quoi nous assistons est une révolte distributive. Les incendies, les protestations contre les centres de données, les sondages, le consensus transpartisan anti-milliardaires sont des expressions de surface de la même réalité. Une génération de gains de productivité, de capacités technologiques et de ressources essentielles a été aspirée vers le haut. Les coûts ont atterri en bas. L'arrangement est devenu visible, et la visibilité a toujours été le premier acte de la résistance politique.

Abdulkarim est un indicateur avancé, et la réponse institutionnelle déterminera le registre dans lequel l'indicateur continuera à s'exprimer. Salaires minimums plus élevés, droits de négociation collective renouvelés, taxation sérieuse de la richesse accumulée, contraintes significatives sur le modèle d'extraction des centres de données, retour des institutions

médiatrices : le registre de protestation dépend de l'existence de canaux légitimes.

Les incendies sont lisibles parce que les causes sont réelles. La sympathie est lisible parce que l'arithmétique est visible. Le même Warehouse Luigi, le raffinement Paper Mario, les trackers d'incendies republiés sous #letitburn et #revolution, ne sont ni des plaisanteries, ni des propositions de politique publique. C'est le registre culturel dans lequel une génération prend conscience de ses propres conditions, en temps réel, avec les matériaux à portée de main.

Un anthropologue dirait que la contre-culture est en train de se former. Un historien dirait qu'elle s'est déjà formée, dans des circonstances similaires. Un économiste pointerait les graphiques de richesse et dirait que les conditions correspondent. Aucun d'entre nous n'a allumé l'incendie. L'incendie brûlait depuis longtemps. Les incendies que nous voyons maintenant sont les réponses. La lecture que nous en donnerons écrira l'histoire.